

CONSEIL DE METROPOLE du 22 Mars.

Intervention d'André JULLIEN

Monsieur Le Président

Chers Collègues,

Depuis plusieurs mois, avec mes collègues du pays d'Aubagne et de l'Etoile, nous insistons sur la nécessité de mettre en œuvre rapidement les projets prévus dans notre agenda de la mobilité et notamment le projet métropolitain du VALTRAM.

Un projet métropolitain non seulement parce qu'il prévoit la mobilité de nos administrés mais aussi parce qu'il constitue un outil nécessaire en matière de développement économique, en matière de développement durable dans cette partie de notre Métropole

C'est aussi un projet d'intérêt métropolitain parce qu'il est travaillé depuis de nombreuses années, conjointement par l'ensemble des élus, par la population, par le monde économique de ce territoire.

A l'heure du vote de notre budget qui ne consacre aucun crédit à ce projet nous tenions à manifester notre mécontentement.

Dans une rencontre que vous avez initiée, monsieur le vice président à la mobilité nous a fait part de son scepticisme quant à l'efficacité de ce projet. (La fréquentation estimée à 7000 passagers jour lui semble insuffisante par rapport au coût de l'investissement).

Rien n'est démontré à ce jour.

Avec un coût de 147 M€ pour 14kms de trajet, soit 10M€ au kilomètre ce moyen de transport ferré est certainement le moins cher de France.

Le projet alternatif présenté par Monsieur Le Vice Président consiste, pour remplacer le VALTRAM, à aménager la ligne de METROEXPRESS prévue également dans l'agenda de la mobilité.

Dans une étude faite à la va vite, et sans concertation, le projet de BHNS a été modifié en créant 4 stations pour notre territoire en bordure des voies d'autoroute et qui ne seront accessibles que, soit par voiture, soit par navette.

Pour nous ce moyen de transport, circulant uniquement sur autoroute, ne peut pas se substituer au VALTRAM qui dessert directement nos cœurs de ville. Il ne peut être que complémentaire et c'est bien comme ça que nous l'avons perçu dans l'agenda de la mobilité.

Pour les élus du territoire mais surtout pour la population, cette solution dont il n'est pas démontré que le coût soit véritablement avantageux, n'est pas acceptable car en éloignant les stations des centres ville elle ne répond pas à des critères de facilité de mobilité suffisants pour faciliter l'accessibilité et la rapidité.

Dans notre territoire, depuis 2009 nous travaillons avec la population en ateliers citoyens, en réunions de concertation, aux problèmes de la mobilité. La gratuité nous a permis de favoriser les transports en commun et la voie de Valdonne a été identifiée comme une axe pertinent pour desservir non seulement le territoire mais au delà avec des prolongements possibles vers le Nord comme vers le sud ouest.

Ce projet a été acté dans nos documents d'urbanisme, le SCOT et les PLU de nos communes.

Des documents d'Urbanisme sur lesquels s'appuient bon nombre de projets d'aménagement de cette partie de la Métropole.

Je ne les citerai pas ici, mais chaque commune du territoire possède ses projets d'aménagement qui tiennent compte de la création de cet axe de transport.

Nous sommes donc en présence d'un projet murement réfléchi, un projet qui permet également de mutualiser et de rentabiliser les installations techniques existantes dans notre ville centre.

Un projet qui a reçu les aides du département à hauteur de 30 M€, celle de l'Etat pour 18M€ et celle de la Région annoncée lors du CRET.

Pensez vous que toutes ces institutions n'ont pas examinée la pertinence de notre projet avant d'engager leur financement?

Est-ce raisonnable de sacrifier ce projet sur l'Autel de la dette de notre Métropole ?

En supprimant ce projet, ne fait-on pas une erreur d'aménagement qui nous sera reprochée plus tard, comme nous reprochons à ceux de nos prédécesseurs qui n'ont pas su appréhender les problèmes de mobilité de notre département plus tôt.

J'entends bien Monsieur Le Président, nous entendons bien. Vous nous le répétez souvent : nous n'avons pas l'argent.

Pour autant sommes nous incapables des trouver des alternatives qui soient de véritables alternatives capables de contourner cet écueil financier?

Des solutions d'amendement sont possibles, nous le savons. Mais en aucun cas, et compte tenu de la géographie du territoire, elles passent par un mauvais aménagement du réseau de BHNS qui, s'il constitue effectivement un moyen de liaison souhaitable et nécessaire entre nos grandes villes, ne permet pas la mobilité nécessaire à l'échelle de ce territoire de l'EST Métropolitain.

A L'heure de l'aménagement de notre Métropole, de la création d'espaces de mixité sociale dans nos communes, de l'implantation d'établissements publics et d'infrastructures nécessaires liés à l'évolution démographique de nos communes, à l'heure de la saturation de nos axes routiers et autoroutiers nous ne pouvons pas tirer un trait sur le projet VALTRAM .

Nous avons délibéré à plusieurs reprises sur ce projet et notamment sur son financement.

Remettons nous au travail, en concertation avec la commission des transports et faisons en sorte de donner vie à ce projet indispensable pour le développement et l'aménagement de notre Métropole.